



Séminaire régional sur les coûts et tarifs pour les pays Membres du Groupe de tarification pour l'Afrique (TAF)

Djibouti, 28-29 janvier 2008

RAPPORT FINAL DU SEMINAIRE

CARMEN PRADO-WAGNER
BUREAU DE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS

1 Introduction

Dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action de Doha du BDT, et plus précisément du Programme 4 "Questions économiques et financières, y compris les coûts et les tarifs" et en coordination avec la Commission d'études 3 de l'UIT-T, le Séminaire régional sur les coûts et tarifs ainsi que la réunion régionale du Groupe de tarification pour l'Afrique (TAF) ont eu lieu à Djibouti du 28 au 31 janvier 2008. Le séminaire et la réunion ont été organisés conjointement avec Djibouti Telecom et la Direction des postes et télécommunications de Djibouti. Quarante-six (46) délégués de vingt (20) pays y ont participé.

M. Ali Abdi Farah, Ministre des communications et de la culture chargé de la poste et des télécommunications à Djibouti, a ouvert le séminaire et souhaité la bienvenue aux délégués.

2 Résultats

L'ordre du jour portait sur des sujets dont l'étude avait été demandée au cours du séminaire du Groupe TAF organisé à Banjul en 2007. Les débats ont été liés aux activités du BDT, et plus précisément au Programme 4, compte tenu des priorités fixées pour la région.

Ce séminaire a contribué aux travaux du Groupe TAF, notamment sur les sujets suivants: modèles de coûts et tarifs, dégroupage de la boucle locale et Wi-Max comme solution possible pour réduire la fracture numérique dans les pays africains.

Session 1: Stratégie de l'UIT pour l'actualisation du modèle COSITU

Au cours de la présentation de la stratégie de l'UIT pour l'actualisation du modèle COSITU, il a été signalé que la plupart des pays africains ne possédaient pas un modèle de coûts précis pour le calcul des tarifs de télécommunication, à savoir SMS, MMS ou itinérance. Divers points essentiels ont été examinés au cours de cette session:

- Certains pays ont expliqué qu'ils utilisaient le modèle de la Banque mondiale; or, ce modèle calcule uniquement les taxes d'interconnexion alors que les pays ont besoin d'un modèle de coûts complet qui tienne compte du calcul des tarifs de télécommunication, y compris des nouveaux services et des taxes d'interconnexion.
- La collaboration entre l'UIT et la Banque mondiale serait bénéfique pour la région, en particulier pour les pays qui utilisent déjà ces modèles.
- Certains délégués ont décrit la situation de leur pays et les problèmes rencontrés en ce qui concerne le calcul des tarifs fondés sur les coûts.

- Les Centres d'excellence continueront d'offrir une formation et une assistance directe à la région Afrique. L'Ecole ESMT étoffe actuellement son équipe d'experts COSITU pour l'Afrique et organise une session de formation des instructeurs consacrée au modèle COSITU.
- Certaines demandes officielles formulées par le Groupe TAF sont décrites dans le rapport ci-après de la réunion du Groupe TAF.

Session 2: Dégroupage de la boucle locale – une solution pour encourager l'investissement dans le large bande

Dans la présentation sur le dégroupage de la boucle locale comme solution pour encourager l'accès haut débit, l'accent a été mis sur les sujets suivants: définition du dégroupage de la boucle locale, aspects techniques dont l'architecture du réseau, différents types d'équipement et aspects réglementaires et économiques de l'application de ce dégroupage. Les pays ont fait part de leur intérêt pour la qualité de service et l'obligation d'inclure le dégroupage de la boucle locale dans les textes réglementaires. Certaines solutions de remplacement concernant le dégroupage total ou partiel ont été expliquées. Il a été souligné qu'il était nécessaire que les nouveaux venus investissent dans l'infrastructure des télécommunications, en particulier dans les zones rurales.

Session 3: Contribution du Wi-Max à la réduction de la fracture numérique

Le thème du Wi-Max comme contribution à la réduction de la fracture numérique avait pour objet de décrire la situation actuelle qui caractérise l'application de cette technologie en Afrique. Il a été suggéré que les hyperfréquences, compte tenu de leur faible coût et de leur déploiement rapide, pourraient offrir une solution satisfaisante pour l'accès au large bande en Afrique. Certains pays ont décrit le déploiement de cette technologie appliquée à leur propre cas.

Session 4: L'opérateur historique et le marché gris: la fraude

Au cours de cette session, différents types de fraude ainsi que les fraudes "de nouvelle génération" ont été examinés. Certains textes réglementaires ont été proposés et des mesures de prévention ont été suggérées à l'intention des autorités de réglementation et des opérateurs. L'accent a été mis plus particulièrement sur les lois et les réglementations. Les pays se sont montrés très intéressés par les moyens de réglementer la fraude et par le type de mesures de prévention devant être mises en place par les régulateurs pour lutter contre la cybercriminalité.

Session 5: Déploiement efficace de l'accès large bande

La présentation sur l'accès large bande a permis de mettre en évidence une proposition relative à un nouveau modèle commercial et de décrire le cadre juridique nécessaire au déploiement efficace du large bande en Afrique. La nécessité de gérer correctement le spectre pour assurer une bonne gestion de la concurrence a été soulignée. Cette stratégie doit tenir compte des aspects de tarification afin de ne pas pénaliser l'utilisateur final.

Session 6: Qualité de service par rapport à l'établissement des prix des services

Une présentation a été faite sur les travaux du Groupe de développement de la qualité de service relevant de la Commission d'études 2 du TSB: Aspects opérationnels de la fourniture des services, réseaux et qualité de fonctionnement ainsi que sur les travaux menés au titre de la Question 5/2: Exploitation de réseaux et de services. La totalité des projets et des activités en cours a été décrite, notamment du point de vue de l'incidence de la fraude, de la sécurité et de la garantie de recettes sur la qualité de service et la performance des entreprises.

Session 7: L'offre du CoE en matière de renforcement des capacités

Cette présentation a permis de fournir un aperçu général des activités de l'Ecole supérieure multinationale des télécommunications (ESMT), l'accent étant mis en particulier sur le nouveau programme de formation et sur l'assistance directe fournie.

Session 8: Le secteur des télécommunications en Tanzanie – Aperçu général

Le secteur des télécommunications en Tanzanie est totalement libéralisé; la réglementation a pour objet d'offrir des conditions identiques pour tous afin de permettre l'instauration d'une concurrence loyale entre les opérateurs et les fournisseurs de services titulaires d'une licence. La libéralisation a été bénéfique pour le pays et l'on assiste à une diminution des tarifs appliqués aux services mobiles et fixes. Maintenant que les utilisateurs peuvent choisir, il existe une demande considérable pour les nouveaux services de télécommunication.

3 Activités de suivi

Les pays du Groupe TAF ont demandé au BDT d'organiser deux ateliers sur le modèle COSITU, l'un pour les pays anglophones et l'autre pour les pays francophones.

Au cours de la réunion du Groupe TAF, il a été décidé que les applications ci-après pourraient être incluses dans le modèle, compte tenu des possibilités offertes en ce qui concerne le développement du logiciel (voir en annexe le rapport de la réunion du Groupe TAF):

- 1) modèle de coût LRIC comme option;
- 2) calcul des coûts pour les nouveaux services dans différentes fenêtres: SMS, MMS, itinérance;
- 3) calcul des coûts pour les services large bande, de téléphonie IP et issus de la convergence;
- 4) exportation de données de chaque opérateur pour permettre leur utilisation par le régulateur, afin de déterminer le niveau de concurrence, la présence d'une position de force sur le marché, etc.;
- 5) mise à jour de la terminologie;
- 6) simplification des gabarits et des guides de collecte de données;
- 7) création d'une interface avec d'autres bases de données de l'organisation (Excel, etc.);
- 8) amélioration du guide de l'utilisateur;
- 9) transparence concernant les formules et les postulats;
- 10) plus de souplesse (par exemple, table d'acheminement);
- 11) facilité d'utilisation du logiciel grâce à l'utilisation simultanée des fenêtres;
- 12) version réseau du logiciel.

Il est nécessaire que les deux Centres d'excellence africains (CoE) participent à la prochaine édition du séminaire/réunion du Groupe TAF. Les deux Centres d'excellence seront invités à présenter leurs programmes de renforcement des capacités et notamment les activités menées en liaison avec le modèle COSITU.

Deux demandes d'assistance - l'une de la Côte d'Ivoire sur la mise en oeuvre du modèle COSITU (3ème phase) et l'autre de la Zambie sur le renforcement des capacités - ont été discutées. Le Président du Groupe TAF a demandé au BDT de donner suite à ces demandes.

Au cours de la discussion qui a eu lieu sur le déploiement du large bande, le BDT a été prié de réaliser une étude tenant compte des points suivants: l'état du large bande en Afrique et dans d'autres régions; les coûts de déploiement du large bande par technologie et par largeur de bande; le marché potentiel en fonction du pouvoir d'achat de la population et, enfin, la définition de politiques propres à encourager le déploiement efficace du large bande par les autorités de réglementation.

Toutes les présentations faites au cours de ce séminaire ainsi que les résultats et la liste des participants sont disponibles sur le site web à l'adresse suivante: www.itu.int/ITU-D/finance.

Le Président du Groupe TAF a remercié le BDT d'avoir organisé ce séminaire et a demandé que cette manifestation se tienne chaque année.